

LE CANADA ET LA CEE

“Les hommes d'affaires canadiens ne devraient pas se désintéresser de la Communauté économique européenne, mais plutôt manifester envers elle plus d'intérêt et de dynamisme afin de l'établir comme un marché important et progressif pour les exportations canadiennes,” voilà ce qu'a déclaré récemment le représentant du Canadien-National en Europe, devant les membres de la Chambre du Commerce du Canada.

L'organisme, qui tenait son congrès dans la capitale, a entendu cette recommandation que lui a faite M. W.G. Buchanan, directeur général pour le CN en Europe, qui a ajouté que “le monde canadien des affaires devrait voir en l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun une occasion d'accroître et de diversifier, plutôt que de réduire, ses échanges commerciaux avec le Grande-Bretagne et la Communauté économique elle-même”.

M. Buchanan a ajouté; “Il est juste de prétendre que même si la plupart des hommes d'affaires canadiens connaissent le Marché commun et son potentiel, leur intérêt face au défi qu'il offre n'a pas été, jusqu'à tout récemment, aussi marqué que ne le justifie l'ampleur du marché.”

Le conférencier a rappelé que le Canada avait d'importants liens économiques avec la Grande-Bretagne, par tradition, et qu'une présence physique là-bas, sous la forme d'une filiale ou d'un bureau national, comme dans le cas du CN, ne peut qu'aider à raffermir ces relations, non seulement dans le domaine économique, mais aussi sur le plan culturel, éducationnel et scientifique.

M. Buchanan a cependant admis que le nombre de Canadiens visitant l'Europe n'était pas suffisant pour exercer l'influence nécessaire, étendre la bonne réputation du Canada et répandre son message dans des milieux où il sera entendu et produira des effets positifs.

“Lorsque la Grande-Bretagne fera officiellement son entrée dans la Communauté en janvier 1973, on ressentira probablement au Canada des conséquences pas trop favorables à notre marché d'exportation, de dire M. Buchanan. Le Canada perdra en effet les privilèges commerciaux que lui confère son statut de pays du Commonwealth et souffrira des mesures protectionnistes en vigueur au sein du Marché; ceci, explique M. Buchanan, sera le côté négatif pour le Canada.”

Mais du côté positif, M. Buchanan voit dans le Marché commun une occasion pour le Canada de vendre plus de produits sur les marchés britanniques, qui devraient prendre de l'expansion par suite de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne, et le Canada devrait par

conséquent étendre son influence au sein du Marché commun tout entier.

L'invité a décrit le Marché commun, avec l'entrée de la Grande-Bretagne, de la Norvège, du Danemark et de l'Irlande, comme étant “un marché riche en pleine expansion et composé de quelque 270 millions de personnes ayant un niveau de vie assez élevé et dont la demande pour les produits canadiens destinés à l'exportation est aussi très élevée”.

LES FEMMES ET LE TRÉSOR

Le Secrétariat du Conseil du Trésor a récemment créé un nouveau poste dans le cadre de la réorganisation de la Division des politiques de main-d'oeuvre. En juin dernier, Mlle Denise Moncion a été nommée à ce poste et sera responsable des politiques de main-d'oeuvre pour les groupes particuliers tels que les femmes, les autochtones et la jeunesse.

PRIORITÉ À LA FEMME

Mlle Moncion admet que la femme employée dans la Fonction publique fait souvent face à une situation difficile; en général, la femme a été et demeure encore défavorisée dans un milieu de travail majoritairement masculin. Les statistiques publiées récemment par la Commission de la Fonction publique le démontrent bien. Dans le cadre de ses fonctions, elle travaillera à favoriser l'intégration de la femme dans ce milieu de travail: des études sur la possibilité d'emploi à temps partiel avec avantages sociaux, des cours de perfectionnement afin d'améliorer les chances de promotion et d'avancement sont parmi les projets en cours dans la Division des politiques de main-d'oeuvre.

Consciente de l'étendue de sa tâche, elle espère s'attaquer à certains mythes qui servent trop souvent dans l'esprit de certains gestionnaires, à justifier le quasi non-engagement des femmes à des postes supérieurs. Il s'agit d'essayer de modifier, d'améliorer le milieu de travail dans son ensemble afin que tous les employés de la Fonction publique puissent travailler dans un milieu sain et épanouissant sans pour autant négliger leurs responsabilités familiales et autres. Les problèmes auxquels nous faisons face ne sont pas essentiellement des problèmes féminins. Ce sont des problèmes inhérents à notre mode de vie, à notre milieu social et familial et au processus d'évaluation de notre société.

En dernière analyse, la solution du problème dépendra largement de l'empressement des femmes à assumer des rôles différents, des responsabilités nouvelles.